LE QUARTIER DE LA VERTE-RIVE (BORDJ-EL-KIFFAN) A VÉCU DEUX JOURNÉES DE VIOLENCE JUVÉNILE

Sur les lieux d'une poudrière en puissance

La commune de Bordj-El-Kiffan n'est plus ce havre de paix de la périphérie est de la capitale, Alger.

La très forte et anarchique urbanisation, le transfert de nouvelles populations d'autres quartiers du centre-ville, notamment dans le cadre du recasement de quelques îlots de la citadelle, La Casbah, et les vrombissements des engins de l'ETRHB qui s'affairent à mettre sur les rails le tramway d'Alger sont autant de facteurs nocifs à la vie, d'habitude paisible, des badauds de ce qui était considérée durant l'ère coloniale comme le Petit-Paris.

Ce décor n'est pourtant que la face cachée de la poudrière. Le quartier de la Verte-Rive, située à la sortie est de la ville, en donne un aperçu assez bigarré d'un «métissage» qui n'a pas l'air de prendre forme, socialement s'entend. Les exodes de tous bords ont gonflé le «chiffre d'affaires» des politiques qui trouvent en les 75 000 habitants de la commune un potentiel «avoir» dans les urnes. La Verte-Rive n'est aujourd'hui qu'un grand écran tout en béton. La verdure qui faisait la fierté des Aquafortains n'est plus qu'un vague souvenir tant les champs de betteraves, salades, carottes et autres agrumes ont disparu comme l'ont été depuis belle lurette les fermes agricoles.

Aujourd'hui, la rive est de Fort-de-l'Eau, classée commune à vocation touristique, est une grande cité dortoir où s'entassent fléaux et vices sociaux, où la violence est le lot quotidien des jeunes chômeurs, les écoliers et même des pères de famille. Vendredi et samedi derniers, la «potion» concoctée par les responsables de la GGA (gouvernorat du Grand-Alger) a laissé échapper ses premiers gazages. Des jeunes de 13-17 ans se donnaient deux journées durant à des échanges de tirs d'une rare violence à base de bouteilles, cocktails Molotov, fusées pyrotechniques, et des bombes de signal utilisées par les navires pour donner l'alerte.

L'apocalypse a duré deux après-midi, mais la tension était encore perceptible dimanche et même hier. Les écoliers y rejoignent leurs classes la peur au ventre, sous bonne escorte de leurs mamans. Deux journées de violence qui ont marqué, une fois n'est pas coutume, l'absence des autorités locales, civiles et sécuritaires. «Tant qu'il n y a pas mort d'enfant, personne ne bougera», assure un enseignant de langue française, touché à la tête par un projectile.

Pourtant, samedi après-midi, une délégation «officielle» composée du maire, du chef de la brigade de la gendarmerie de la cité des 687-Logements et du directeur de la circonscription académique de Bordj-El-Kiffan est venue s'enquérir de la situation. A leur arrivée à l'école fondamentale, terrain des batailles rangées qui ont fait quelques blessés parmi les enseignants et leurs élèves, une image retenait leur attention : celle d'un établissement en ruine. Les deux baraques en préfabriqué qui servaient de classes de fortune ont vu leurs vitres, tables, chaises et autres matériels pédagogiques entièrement saqués.

Un match de foot comme détonateur

L'histoire ne dit pas pourquoi des adolescents de 13-17 ans ont choisi cette école (la leur forcément puisque nombre ont suivi leurs études primaires là-bas) pour s'adonner à une guerre sans merci. Tout a, en effet, commencé suite à une étincelle partie du terrain de football du quartier, juste après la prière du vendredi.

L'équipe de la Verte-Rive, le Rapid, qui évolue en championnat de wilaya d'Alger, affrontait le CR El Harrach. Un groupe de jeunes de la cité des 687-Logements tentaient de s'y installer aux abords de l'aire de jeux, en vue de suivre les débats. Mal leur en prît puisque leurs voisins du quartier du lotissement de la Verte-Rive s'y opposeront de main ferme.

Les combats de rue venaient d'être lancés. Trois heures après l'incident, le «match» ne semblait pas connaître son épilogue. Quelques pères de famille se décidèrent enfin d'entrer en jeu pour mettre fin aux velléités incendiaires des jeunes deux rives voisines. Point de service de sécurité, encore moins de traces des autorités locales.

La nuit passée, le soleil illuminera difficilement le ciel ombrageux de la Verte-Rive. Le temps est maussade et les esprits chauffés à blanc. L'absence d'autorité (parentale et de la force publique) aidant, les belligérants reprenaient du service dans la mi-journée de samedi passé. Le scénario est encore plus «coloré». La cour du CEM reçoit, elle aussi, son lot de bouteilles, pierres, cocktails Molotov, fusées, etc. La tentative des jeunes en furie d'investir le lycée s'avéra vaine. Les gardiens de l'établissement d'enseignement secondaire veillaient tant bien que mal.

La «révolte» des jeunes semblait comme consolidée par des objectifs en commun, ceux de nuire à tout ce qui représente le système éducatif. Pourtant, autant le champ de bataille était circonscrit dans un lieu de savoir, la vraie fracture est d'ordre social.

En 1998, quand le GGA a décidé de recaser les gens de l'îlot Sidi-Ramdane (Casbah) et les sinistrés de nombre de quartiers populaires de la capitale, la population de la Verte-Rive, tout Bordj-El-Kiffan, a mal avalé la pilule.

Surtout que des élus locaux de l'époque ont bâti leur campagne électorale sur des promesses de relogement dans les cités situées sur leur territoire (687 logements et 150 logements promotionnels).

Mardi dernier, l'APC a décidé de détruire 30 maisons construites illicitement à l'entrée ouest du quartier en question, près de l'école fondamentale (Verte-Rive 1) portant le nom du quartier. Soixante-douze heures après, le coup du sifflet d'une partie de football, vecteur de rassemblement jadis, donnait le ton à des bagarres de jeunes suivies d'actes de destruction de biens publics (classes d'école) et privés (pare-brise de véhicules) qui se trouvaient de l'autre côté de la Rive. Le lien est, pourtant, simple à faire.

M. B.

AU LENDEMAIN DES ÉCHAUFFOURÉES, LES PREMIÈRES MESURES

La directrice relevée de ses fonctions, le portail Est de l'école fermé

Les autorités ont enfin réagi suite aux événements qui ont rythmé les journées de vendredi et samedi derniers au quartier La Verte-Rive de Bordj-El-Kiffan.

A l'issue d'un rassemblement improvisé lundi par le wali délégué et en présence de quelques représentants dudit quartier, de ceux de l'APC, de l'inspection académique de Bordj-El-Kiffan et de la force publique, il a été décidé de fermer l'école fondamentale Verte-Rive 2 ainsi que son portail Est, source, selon les services de sécurité, de la tension vécue ces derniers mois par les habitants des deux rives du quartier.

L'APC a, quant à elle, engagé des travaux au niveau de l'enceinte scolaire consistant à ajouter… 20 centimètres de hauteur au mur d'enceinte de l'établissement.

M. B.

TIZI-OUZOU

Chute mortelle d'un ouvrier à Draâ-El-Mizan

Un ouvrier âgé de 51 ans, répondant aux initiales Z. R., originaire de la commune d'Aït Bouadou dans la daïra des Ouadhias, a trouvé la mort en chutant de la toiture de l'unité GRIGA-DEM, spécialisée dans la fabrication du grillage et gabion à Draâ-El-Mizan.

Travaillant pour le compte d'une entreprise privée, engagée par l'unité précitée dans le but de procéder à la réfection de la toiture de l'atelier de fabrication, le malheureux ouvrier a marché sur une tuile Eternit, abîmée par le temps, qui s'est brisée, le laissant tomber sur le sol en béton de l'atelier.

Evacué en urgence à l'hôpital Krim-Belkacem par les pompiers, touché au crâne, le quinquagénaire décèda quelques minutes plus tard après avoir perdu beaucoup de sang, nous dit-on.

Slimane S.

SYNDICAT NATIONAL DES JOURNALISTES

Communiqué

Le Syndicat national des journalistes a appris avec consternation l'emprisonnement de leur confrère Nedjar Hadj Daoud, directeur du journal *El Waha,* paraissant dans la wilaya de Ghardaïa.

Notre confrère a été arrêté dans son bureau, lundi 2 mars 2009, à la suite du verdict portant 6 mois de prison, prononcé contre lui par la cour de Ghardaïa pour «diffamation».

Le Syndicat, pour qui le non-emprisonnement des journalistes est un principe immuable et un combat incessant, condamne avec la plus grande vigueur ce verdict et appelle à la libération immédiate de notre confrère.

Il se constitue d'ailleurs partie civile et engage son avocat, Me Youcef Dilem, pour prendre l'affaire en charge.

Le Syndicat national des journalistes, qui a pris acte de l'engagement public des plus hautes autorités du pays, prétendant ne jamais emprisonner des journalistes pour leurs écrits, ne peut qu'exprimer, aujourd'hui, ses plus vives inquiétudes.

P/le Syndicat national des journalistes
Le secrétaire général,
Kamel Amarni

PUBLICITÉ